

Le bulletin

Mai 2025

Pour nous écrire : bulletin@aadmie.org

Sommaire :

- [Juridique](#)
- [Jeunes majeurs](#)
- [Hébergement](#)
- [Fait et...](#)
- ... [à faire : agenda](#)
- [Lettre ouverte et collective contre la haine et pour l'unité du peuple](#)

Pas mal d'activités ce mois-ci (annoncées dans le bulletin précédent), des sorties de l'ASE (au moins 5) que nous ne pouvons héberger faute de place dans les familles solidaires.

Un échange avec nos homologues de Deux Sèvres nous apprend qu'eux aussi sont actuellement en difficulté. Inévitablement les jeunes que nous refusons finiront à Paris et alimenteront des squats tels que celui de la Gaité Lyrique dont on a beaucoup parlé.

Et puis il faut mentionner l'agression subie par Laura, l'une de nos élues au CA, qui a vu la porte de sa maison couverte d'inscriptions d'extrême droite (« La France aux Français », « Sale gay », « Vive le RN » ...).

Nous reproduisons en pages 4 et 5 la lettre qu'elle adresse à Mme Colombier, sa députée. Nous nous y sommes associés et nous vous invitons à la signer aussi à l'adresse suivante :

<https://bit.ly/Lettreouverteetcollective>

Juridique

Dans le dernier bulletin, nous déplorions une absence de convocation depuis octobre.

La machine est relancée : 6 convocations viennent d'arriver.

Le malheur est que l'un de ces jeunes était devenu majeur en mai : la saturation de la justice, cause de tous ces retards, lui a définitivement fait perdre ses chances (comme pour son collègue devenu majeur en avril)... Nous avons tout tenté mais cela s'est terminé sur du « non-lieu » contre lequel notre avocat ne peut que protester.

Pour les autres, deux des trois jeunes ont été déclarés mineurs et confiés à la famille solidaire qui les accueillait déjà puisqu'un statut de Tiers digne de confiance avait été demandé.

Le troisième a été jugé majeur : nous faisons appel de cette décision devant le tribunal de Bordeaux.

Les deux derniers cas ont été mis en délibéré : résultats en juin.

Également à suivre en juin : 3 commissions rogatoires qui annoncent autant de possibles reconnaissances de minorité.

Pour en finir avec ce bilan du mois de mai, un jeune déclaré majeur en octobre a été entendu par le tribunal d'appel de Bordeaux. Nous ne nous faisons guère d'illusions sur cette chambre que les avocats ont coutume de qualifier de « chambre d'enregistrement ». Il n'empêche : nous avons eu quelques victoires en appel et nous ne « lâchons rien »

Petit rappel. Ce que nous contestons en justice, ce sont des décisions administratives de l'ASE (donc du département) qui refuse l'assistance éducative à de jeunes mineurs sous prétexte qu'ils seraient en fait majeurs. Si le (ou la) juge des enfants déclare le jeune mineur, l'ASE ne peut que s'incliner et reprendre le jeune 10 mois (en moyenne) après l'avoir refusé. Double avantage pour le MIE : être là où il est normal qu'il soit et avoir de meilleures chances d'obtenir rapidement un titre de séjour une fois devenu majeur.

juridique@aadmie.org

Jeunes majeurs

Malgré nos nombreux rappels, nous sommes toujours sans réponse de la préfecture depuis le 1^{er} octobre 2024.

La défenseure des droits, Mme Marie, nous a bien dit que la non-réponse devenait une manière habituelle pour l'administration et les élu.e.s de refuser les demandes des administré.e.s sans avoir même à se justifier.

C'est inadmissible, de même qu'il est inadmissible que des jeunes se voient privés de titres de séjour durant des mois, voire des années, et donc du droit de vivre légalement de leur travaux. Nous préparons une tribune de dénonciation pour le mois de juin.

jeunesmajeurs@aadmie.org

Hébergement

Encore et toujours nous avons besoin d'hébergements.

Depuis janvier, nous avons refusé de prendre en charge 6 jeunes, faute de pouvoir les héberger. C'est avec beaucoup d'émotion que nous leur expliquons que nous ne pouvons pas les mettre à l'abri et qu'ils ne peuvent que reprendre le train et tenter leur « chance » ailleurs.

Deux d'entre eux ont décidé de rester à Angoulême et dorment donc dehors quand il n'y a pas de place au 115.

20 jeunes sont actuellement en internat et dans des familles stables pour les WE et pendant les périodes de stage.

4 sont scolarisés sans internat et sans hébergement fixe.

6 sont dans des familles à temps plein.

Au-delà des chiffres qui évoluent avec les situations des jeunes et des hébergeant.e.s, nous voyons avec inquiétude les 2 mois de vacances arriver avec la fermeture des internats et les départ en vacances des familles solidaires.

Alors encore et toujours nous avons besoin de lieux d'accueil pour ces jeunes pendant les vacances.

<mailto:hebergement@aadmie.org>

Fait et ...

Comme nous l'annoncions dans le bulletin précédent - et comme l'année dernière - nous avons vendu des crêpes chez Emmaüs le 17 mai : encore merci à eux pour leur solidarité.

Nous avons tenu un stand au *festival sauvage* de la MPP et à l'évènement *Hors-Jeux* du Bêta. Nous y avons présenté la « roue de l'infortune » qui présente le parcours des jeunes et le refus de l'Ase de les reconnaître mineur.

à faire : agenda

Pour des raisons techniques, l'agenda en ligne a été provisoirement retiré de notre site Internet. Soyez donc attentif.ve.s à ce qui vous arrive par courriel.

Nous pouvons signaler notamment ceci :

14 juin – diverses initiatives de commémoration de la mort d'Alhoussein auront lieu toute la journée, incluant à 14h30 un rassemblement et une marche depuis le foyer de jeunes travailleurs où il logeait.



La roue de l'infortune sur notre stand au Bêta

Le même jour, nous avons accepté l'invitation à débattre du NPA - l'anticapitaliste dans le cadre d'une fête qu'il organise à La Faye, dans le nord-Charente.

18 juin de 14h30 à 16h30 : un infirmier du CEGIDD sera présent au local pour aborder avec les jeunes les questions de sexualité et de consentement.

On rend la présence la plus « obligatoire » possible. Merci aux hébergeant.e.s de rappeler cette échéance à leurs jeunes.

18 juin 2025, de 18h30 à 20h00

CA ouvert au local

[18, rue Fénelon à Angoulême](#)

Le CA : Agnès Duqueroix, Geneviève Noël, Isabelle Claire, Isabelle Guichard
Laura Ledoux, Sylvie Delaruelle, Sylvie Salomon, Romain Treppoz

AADMIE - RESF16 - <https://aadmie.org>

(Association d'Aide et de Défense des Mineurs Isolés Étrangers)

182, rue de Périgueux 16000 Angoulême

07 58 90 91 16 - aadmie.resf16@gmail.com



Lettre ouverte et collective contre la haine et pour l'unité du peuple

Le CA s'est naturellement associé à cette lettre que nous vous invitons à signer également ici :



"LA FRANCE AUX FRANÇAIS",
"SALE GAY", "VIVE LE RN"

**ILS N'EFFACERONT PAS
LES VOIX DE CELLES ET
CEUX QUI RÉSISTENT.**

Madame la Députée du Rassemblement National de Charente,

Je vous écris aujourd'hui parce que j'ai été directement visée par des tags racistes et xénophobes qui ont été inscrits sur la porte de mon domicile. Cette violence, je l'ai vécue chez moi, dans mon intimité, là où je devrais me sentir en sécurité. Et je refuse de la subir en silence.

Laissez-moi vous partager ces messages de haine (je me permets de les recopier sans les fautes d'orthographe, bien que cela semble être le comble de l'histoire) : « vive le RN », « la France aux Français », « sale gay », « fils de pute », « ta gueule ».

Cet acte n'est ni isolé, ni un simple « dérapage ». Il est le symptôme d'un climat que votre parti a largement contribué à créer. Vos idées (défendues à l'Assemblée nationale, relayées dans les médias, déclinées dans les territoires) ne sont pas sans conséquence. À force de désigner des coupables, de dresser des frontières entre les « eux » et les « nous », de réduire l'autre à une menace, vous alimentez une société fracturée, où les discours d'exclusion se transforment en actes de haine.

Les faits sont là. La montée du Rassemblement National dans les urnes

s'accompagne d'une libération assumée de la parole raciste, sexiste, antisémite, islamophobe. Et désormais, de passages à l'acte. Ce qui hier encore n'était qu'insinué dans les tracts électoraux, s'écrit aujourd'hui au marqueur indélébile sur les portes des habitant.e.s de votre circonscription.

Vous n'êtes pas responsable de chaque main qui tient un marqueur indélébile ou un couteau. Mais vous êtes responsable de la parole que vous libérez. En faisant du rejet une matrice politique, vous contribuez à créer un climat dans lequel des citoyen·nes ne se sentent plus en sécurité chez eux, en France, en 2025. Ce que je dénonce aujourd'hui, ce n'est pas simplement un acte isolé : c'est une violence politique, un prolongement concret de vos discours. Aujourd'hui, je ne peux que constater votre silence face à cet acte qui a pourtant été médiatisé le 24 mai 2025 dans La Charente Libre. Le silence dont vous faites preuve, vous et votre parti, vous rend complices et solidaires de ces intimidations. Les agressions que nous subissons sont le prolongement direct des idées que vous défendez : celles de l'exclusion, du repli, de la peur de l'autre.

Je ne vous écris pas pour débattre. Je vous écris pour vous dire ce que cela fait, concrètement, de vivre sous les conséquences de vos idées. Ce que cela fait de voir la haine écrite noir sur blanc

sur sa propre porte. Force est de constater que le Rassemblement National est désormais un ferment actif de la haine dans notre pays. Il n'est plus possible de prétendre ignorer les conséquences réelles de vos idées. Si vous cherchez une preuve que vos idées nourrissent la haine, elle est là, sur ma porte, taguée. Car oui, le Rassemblement National attise la haine. Oui, le Rassemblement National est raciste. Oui, le Rassemblement National est homophobe, sexiste, antisémite et islamophobe. Et non, le Rassemblement National ne se trouvera jamais du bon côté de l'Histoire.

Vous êtes élue de la République. Mais ce que vous défendez, ce n'est pas la République : c'est sa défiguration. Et moi, aujourd'hui, je vous le dis publiquement : je refuse de me taire. Je refuse de normaliser ces actes de haine. Je refuse de baisser les yeux. Je refuse que la peur change de camp.

Je n'attends rien de vous. Je tiens seulement à ce que vous sachiez que nous voyons, que nous entendons, et que nous subissons les conséquences directes de ce que vous défendez.

Ce que vous semez, d'autres le récoltent. Et nous sommes de plus en plus nombreux·ses à ne pas vouloir payer le prix de vos idées.

Fait à Mansle, le 26 mai 2025
Laura TAILLARD

Premiers signataires :

René Pilato, Député de Charente --- Les écologistes Charente --- LFI Charente --- NPA
l'anticapitaliste Charente --- PCF Charente --- CGT Charente --- SUD éducation Charente --- Union
locale CGT du Ruffécois --- AADMIE --- Baobab --- Collectif Justice pour Alhoussein --- Collectif
Transistor --- MPP --- OST --- Oui à la Diversité ---